



UNIVERSITÉ PARIS 1
PANTHÉON SORBONNE

METHODOLOGIE

Fascicule 1

UFR 27



Licence MIASHS : 1^{ère} année
Responsable de l'enseignement : D Zaoui

Université de Paris I Panthéon-Sorbonne

Licence MIASHS, 1^{ère} année

METHODOLOGIE

FASCICULE: SOMMAIRE	3
I. TD I : Préparer un Dossier de TD	4
II. TD II : Utilisation de l'outil statistique	11
III. TD III : Les indices synthétiques	13
IV : TD IV : Utilisations des données	15
V : TD V : La dissertation	33

Remarques Préliminaires

❖ Equipe Pédagogique :

- Deborah Zaoui

❖ Objectifs :

L'objectif de cette matière est d'apprendre à analyser l'information économique et sociale, à organiser une réflexion à partir de ces éléments, de manière ordonnée et cohérente .

C'est une démonstration où il peut être nécessaire d'utiliser des outils statistiques, des données économiques quantitatives et qualitatives et des références aux grandes théories économiques.

Les NTIC permettent aujourd'hui d'avoir accès aux bases de données nationales et internationales, augmentant ainsi votre potentiel de connaissances et donc votre démarche analytique.

A la fin de ce semestre, vous devriez être capable d'analyser des textes et des tableaux statistiques, de faire une dissertation argumentée en utilisant aussi bien les outils traditionnels que les NTIC.

❖ Evaluation :

Votre note finale est composée d'une note de contrôle continu qui représente 50% de votre note finale et d'une note de partiel qui compte pour les 50% restants.

- Le contrôle continu comprend au moins deux notes d'interrogation écrite ; une de celle-ci fait l'objet d'un contrôle commun en amphi et comptera pour 50% de votre contrôle continu.

- Bien évidemment votre travail hebdomadaire en Td sera lui aussi évalué et pris en compte dans le contrôle continu.

❖ Absences :

Vous pouvez être absent pour raisons de santé ou familiales ou administrative toutefois **cette tolérance est limitée** par l'Université Paris I. Vous ne pouvez pas avoir sur l'ensemble du semestre plus de **trois absences justifiées au-delà cela entraîne la défaillance**, cela signifie que dans ce cas **vous devrez obligatoirement passer la session de rattrapage**.

Attention évitez d'être absent aux différentes interrogations compte tenu du calendrier il est difficile de prévoir une interrogation de rattrapage.

Université de Paris I Panthéon-Sorbonne

Licence MIAHS, 1^{ère} année

TD I de Méthodologie

PRÉPARER UN DOSSIER DE TD

Nous avons constitué ici un dossier de TD « fictif » pour vous proposer quelques éléments de méthode et de réflexion.

Les TD ont pour objectif de vous permettre de mieux comprendre le cours d'amphi et d'approfondir certains aspects. Ils sont donc essentiels pour maîtriser la matière.

Chaque dossier de TD correspond en règle générale à une ou deux séances de TD et comprend plusieurs textes, questions et ou exercices ; ils portent sur un thème principal et un ou deux thèmes dérivés.

I. PROPOSITIONS POUR PRÉPARER TOUT TYPE DE TD QUELQUE SOIT LA MATIÈRE

- π Lire une première fois le dossier pour avoir une idée générale du thème s'impose.
- π Il faut ensuite revenir au cours et aux manuels pour mieux appréhender les différents concepts contenus dans les textes et vous les approprier.
- π Vous pouvez ensuite vous lancer dans une deuxième lecture du dossier de TD qui se fait stylo à la main pour relever les définitions, les concepts et les passages importants des textes. Cette deuxième lecture doit vous aider à répondre à une première série de questions « préparatoires » à la séance, première partie de votre travail.
- π La deuxième partie porte sur l'analyse du texte, de sa structure, des concepts et des enjeux théoriques. C'est cet aspect que nous allons essayer d'illustrer dans le dossier que nous vous proposons. Le dossier est composé d'un texte d'Economie et a pour thème central : les questions soulevées par l'analyse économique.

II. ÉLÉMENTS DE MÉTHODE POUR ANALYSER DES TEXTES

Pour travailler un texte ou un ensemble de documents, il est nécessaire d'organiser les idées de l'auteur (ou des auteurs), c'est à dire repérer les différents concepts dont il se sert pour établir son analyse.

Il vous sera alors possible d'établir des parallèles avec vos connaissances en sciences humaines et sociales dans la mesure où ce champ et leurs thèmes peuvent vous servir à discuter le point de vue de l'auteur.

Lorsque vous découvrez un texte, il est nécessaire que vous vous posiez certaines questions :

- **De quel auteur s'agit-il ?** Est-ce un économiste ? A quel « courant » appartient-il ? Recherchez les thèmes sur lesquels il a travaillé.
- **Est-ce un texte contemporain ?** De quelle année date-t-il ? Cela vous permet de contextualiser éventuellement les circonstances du sujet abordé. Le thème énoncé représente ainsi un enjeu que vous devez analyser.
- **Quel est le thème central abordé par l'auteur ? Quelle population a-t-il ciblée ?**

Vous devez mobiliser des auteurs qui ont travaillé sur ces thèmes, pour cela vous pouvez effectuer des recherches à la bibliothèque, de même que vous référer aux textes vus en TD et les utiliser à bon escient.

Pour comprendre un texte, vous pouvez souligner les mots ou concepts importants qui guident l'analyse de l'auteur, (dans ce texte ils ont été mis en « gras ») afin d'étudier le contenu de cet extrait. Il vous est conseillé de résumer (à l'aide d'un questionnement) chaque paragraphe et de leur donner un titre, afin de comprendre, de synthétiser, d'organiser et de repérer la structure du texte. Vous pouvez vous aider de fiches comme proposées dans le paragraphe suivant.

III . UTILISATION DE L'OUTIL INFORMATIQUE

L'objectif est de vous détacher de Wikipédia et des informations de vulgarisation, pour ce faire, vous devez faire une analyse croisée de mots clés, vous permettant d'accéder à des données reconnues scientifiquement.

IV. COMMENT TRAVAILLER UN TEXTE EN TD

La préparation d'un dossier de TD constitué d'un ou plusieurs documents (textes, tableaux,...) se fait en 3 étapes :

ETAPE 1 :

Une 1^{ère} lecture des documents qui permet *par un survol méthodique*

- de repérer les **sujets** traités, le chapitre de cours auxquels ils se réfèrent, les **thèses** développées
- de repérer le **type** du document, **date**, **auteur**, et les *grandes subdivisions des textes*
- d'évaluer la difficulté, le **temps et les outils** (manuel, dictionnaire, internet...) **à prévoir** pour préparer ce dossier

ETAPE 2 :

Une 2^e lecture lente et très attentive, **paragraphe par paragraphe**, en prenant des **notes**. Celle-ci doit se faire avec une grande ouverture d'esprit, le texte constituant une banque de données et devant vous permettre de répondre aux questions posées.

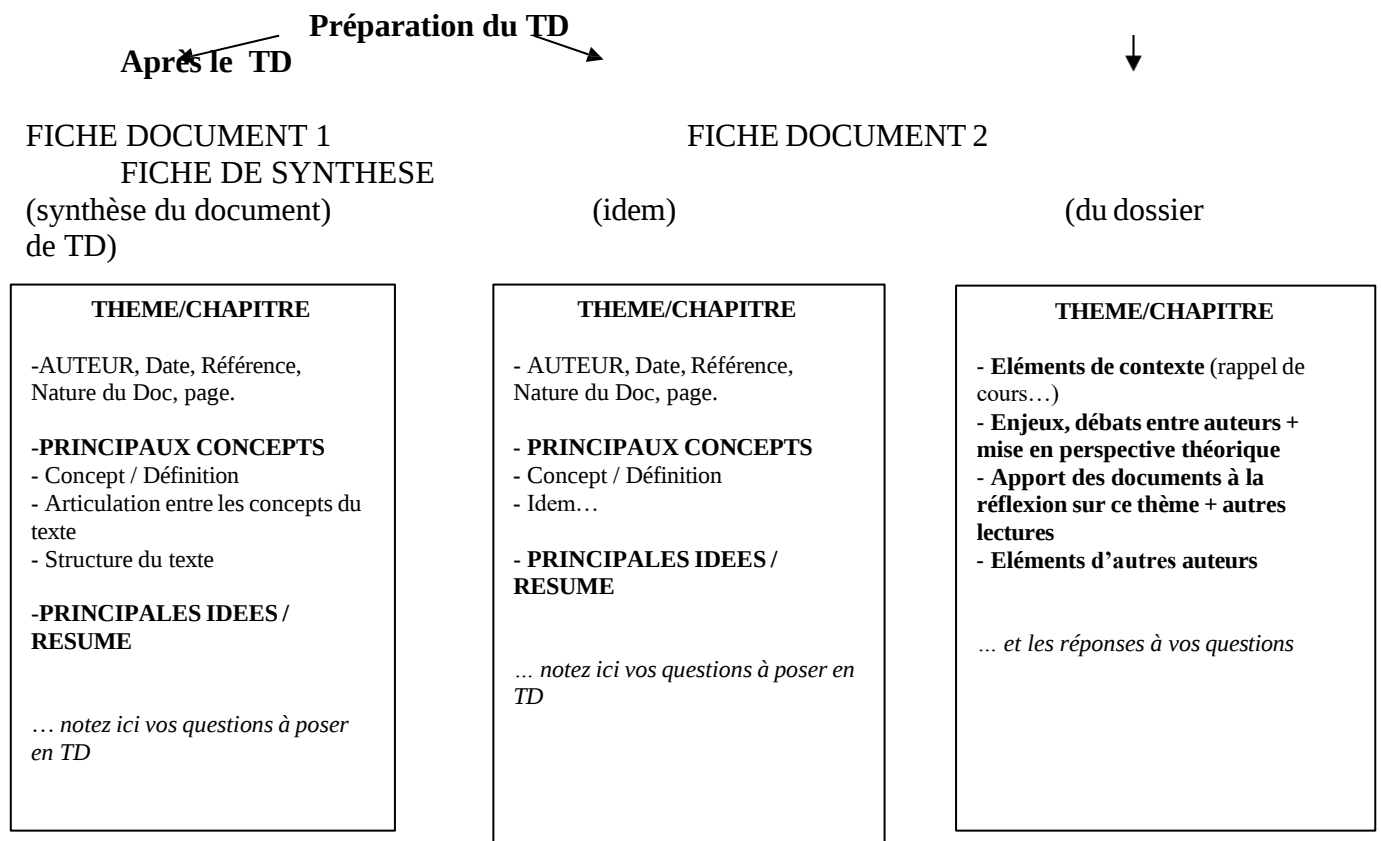
Il apparaît nécessaire de :

- surligner les **concepts** et **mots-clés**
- **définir** ces mots-clés (se reporter au COURS et/ou MANUELS, ici au POLY)
- repérer les **idées principales**
 - > les séparer dans la marge
 - > les reprendre **avec ses propres mots** (d'où l'intérêt des questions à la fin du texte qui permettent de s'assurer de votre compréhension des idées)
 - > les **résumer**, *si votre résumé est correct cela signifie que le texte est compris.*
 - > les mettre en lien avec d'autres références (vues en cours ou TD ou dans vos lectures...)

ETAPE 3 :

Préparer des fiches de TD (une fiche par document, ne pas dépasser UNE PAGE par fiche)

Pensez qu'elles vous serviront pour faire vos révisions et préparer vos partiels cela implique que pour une partie vous reformuliez les informations collectées.



APPLICATION :

I Questions :

A l'aide du texte qui vous est proposé et que vous travaillerez selon la méthode de la préparation de dossier vous répondrez aux questions ci-dessous.

- 1) Que met en évidence le texte de Yannick L'horty
- 2) Définir le terme microéconomie, qu'est-ce qui distingue cette façon de raisonner de celle de la macro économie
- 3) Expliquer les apports de la microéconomie du travail et de la macroéconomie du chômage
- 4) Quelles sont les causes possibles à l'origine des imperfections du marché du travail
- 5) L'analyse Keynésienne vous paraît-elle toujours pertinente ? Justifiez votre position
- 6) Expliquer l'intervention de l'état

II Recherche de documents

Trouvez en utilisant internet, des textes et des données statistiques correspondant aux différents thèmes abordés dans les textes.

Document

Texte 1 :

Les théories économiques du chômage à l'épreuve de la crise, Yannick Lhorty

Les théories économiques

du chômage à l'épreuve de la crise

La persistance du chômage est une question économique majeure qui a été à l'origine de décennies de travaux, en macroéconomie comme en microéconomie du travail. Cet article passe en revue l'ensemble des théories économiques du chômage qui se sont construites progressivement en réponse à la montée puis au maintien du chômage à des niveaux élevés, jusqu'aux évolutions les plus récentes dans le nouveau contexte de la crise. L'enjeu de ces théories est de définir le contenu de l'intervention publique permettant de lutter efficacement contre le chômage.

Yannick L'Horty,
université Paris-Est
Marne-La-Vallée,
ERUDITE et TEPP-CNRS

Le taux de chômage français n'est pas descendu sous la barre des 7 % depuis plus de trente ans. En baisse tendancielle depuis le milieu des années 1990, il était parvenu à un point bas de 7,1 % début 2008, avant d'augmenter de plus de trois points sous l'effet de la crise. En 2015, il dépasse 10 % et retrouve ainsi son niveau le plus élevé atteint près de vingt ans plus tôt. Le mouvement est globalement le même pour la moyenne des 28 pays membres de l'Union européenne, mais les évolutions sont très différentes selon les pays. Depuis 2007, le taux de chômage a augmenté de plus de 15 points en Grèce et en Espagne, alors qu'il a baissé en Allemagne et au Royaume-Uni. Aux États-Unis, il est passé de 5 % en 2007 à 9,9 % en 2009, avant de diminuer fortement pour atteindre 5,6 % fin 2014 (graphique « Quarante ans de taux de chômage aux États-Unis et en France »). Le taux de chômage aux États-Unis a ainsi dépassé le niveau français et européen en 2009 et 2010, ce qui n'était pas arrivé depuis le début des années 1980.

À l'épreuve de la crise, les trajectoires du chômage divergent selon les pays. Les raisons de ces différences résident à la fois dans les écarts de croissance et dans l'hétérogénéité des politiques de l'emploi, très contrastées d'un pays à l'autre. Quoi qu'il en soit, la crise est à l'origine de divergences nouvelles entre les pays et elle a sans doute accentué l'attention portée au chômage. Ce dernier s'est installé comme un thème

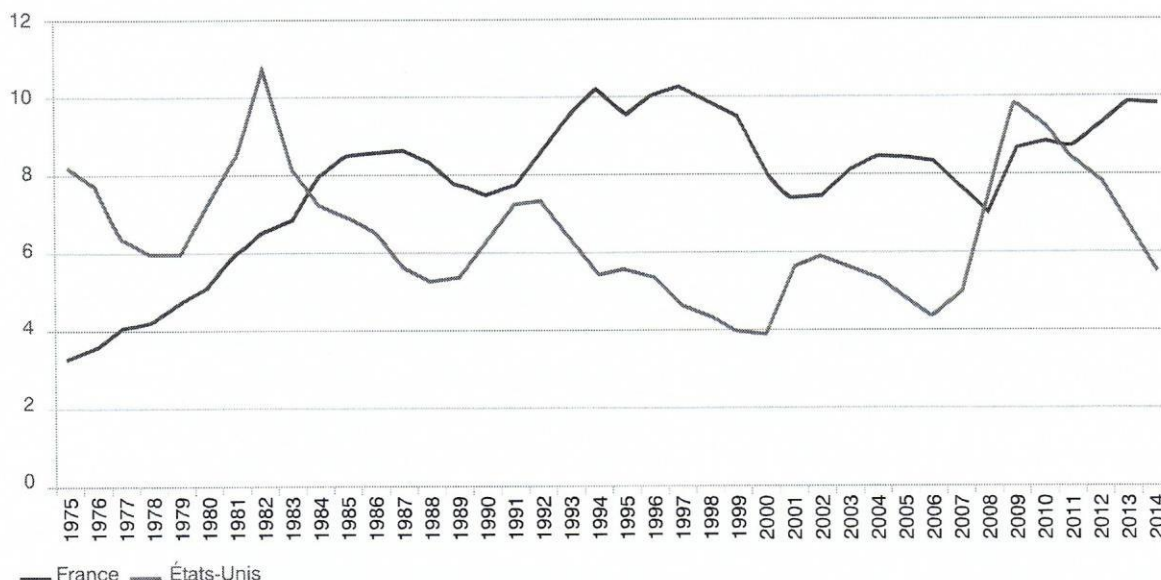
permanent des discours politiques et un passage obligé des débats électoraux, tandis que la définition des politiques publiques de l'emploi est dans tous les pays un enjeu central de l'action des gouvernements.

Le contraste est impressionnant avec le statut du chômage en tant que question d'étude et de recherche, dans la plupart des sciences sociales. Pour la sociologie ou la psychologie sociale, le chômage est une question importante, mais c'est une question parmi d'autres. Il en va de même en histoire ou en sciences politiques. Aucune de ces disciplines ne néglige le phénomène, mais aucune ne lui accorde la position qui est la sienne dans les débats publics et dans les politiques économiques. De ce point de vue, on peut dire que l'économie occupe une place à part vis-à-vis des autres sciences sociales. C'est sans doute la seule discipline où la question de l'emploi et du chômage occupe une place absolument centrale. On peut même aller jusqu'à soutenir que, depuis des décennies, la question du chômage et les débats qu'elle a suscités structurent la science économique comme discipline scientifique.

L'apport de la microéconomie du travail

C'est vrai pour l'analyse microéconomique, qui s'intéresse en particulier à l'allocation efficace des facteurs de production et à la formation des prix sur tel ou tel marché. La persistance du chômage de longue durée

Quarante ans de taux de chômage aux États-Unis et en France



Source : Taux de chômage au sens du BIT, Enquête Emploi de l'Insee (France métropolitaine), [en ligne] www.insee.fr/fr/themes (rubrique « Conjoncture », puis « Indicateurs de conjoncture ») et Labor Force Statistics from the Current Population Survey, [en ligne] www.bls.gov/data/#unemployment

seulement un drame social, c'est aussi la manifestation évidente d'une mauvaise allocation des ressources humaines, d'un dysfonctionnement du marché du travail. Le fait que des personnes qui souhaitent travailler et qui sont disponibles pour occuper un emploi ne parviennent pas à le trouver prend à contre-pied les prédictions du modèle canonique où la flexibilité des prix permet d'équilibrer les marchés. Le chômage soulève dès lors une question d'ordre théorique. Alors que la règle sur tous les marchés est que les ajustements de prix permettent d'atteindre un équilibre décentralisé entre offre et demande, celle-ci ne semble pas s'appliquer à l'emploi. De ce point de vue, le marché du travail est un marché exceptionnel.

Le constat est ancien. Il a été posé dès la fin des années 1970 par Robert Solow qui va faire du chômage le thème de son allocution présidentielle au congrès de l'American Economic Association de 1979, en soulignant que « le marché du travail n'est pas un marché comme les autres » [1]. Cette affirmation est le point de départ d'un vaste ensemble de travaux à la fois théoriques et empiriques, dont l'objet sera de déterminer en quoi le marché du travail n'est pas un marché comme les autres. Ces travaux vont jouer un rôle de premier plan dans le développement d'une sous-discipline très productive : la microéconomie du travail, dont le programme de recherche sera d'explicitier les raisons pour lesquelles le marché du travail est exceptionnel. Nous sommes dans les années 1980 et le chômage persiste à un niveau élevé dans la plupart des pays d'Europe

Certes, par le passé, les spécificités du marché du travail ont été soulignées par de nombreux auteurs et parfois reliées explicitement au chômage. Dans la tradition marxiste, la particularité de ce marché est qu'on n'y vend ni un bien ni un service, mais une force de travail et qu'il y a un déséquilibre structurel entre le vendeur, qui doit travailler pour vivre, et l'acheteur, dont le but est d'extraire une plus-value de l'exploitation du travailleur. Le chômage est « l'armée de réserve » des capitalistes, leur offrant la possibilité de maintenir des conditions de rémunérations au strict niveau permettant la reproduction de la force de travail.

Les théories microéconomiques modernes du marché du travail, appelées également nouvelles théories du marché du travail, quant à elles, ne vont pas rompre complètement avec la vision néoclassique du fonctionnement auto-équilibrant des marchés. Pour ces théories, si le chômage persiste sur le marché du travail, c'est fondamentalement parce que la flexibilité des prix n'y opère pas. Les causes du chômage sont les causes de la rigidité des salaires. En d'autres termes, pour répondre à la question posée par le chômage, il s'agit de comprendre pourquoi les prix ne permettent pas d'ajuster l'offre et la demande sur ce marché particulier. Chaque théorie va cibler une spécificité du marché du travail et une source particulière de rigidité salariale. La logique est positive : il s'agit de comprendre pourquoi il faut souhaiter que les salaires soient rigides.

Avec la théorie des contrats implicites [2, 3], la spécificité du marché du travail réside dans la dimen-

sion de long terme de la relation d'emploi, qui fait l'objet du contrat de travail. Dans ce contrat, tous les états de la nature ne sont pas explicitement énoncés. Le contrat est largement implicite au sens où le salarié accepte de donner son temps de travail sans préciser en détail et à chaque instant la nature des tâches qui seront accomplies. L'employeur offre une rémunération fixe quel que soit l'état de la conjoncture. La rigidité des salaires joue alors un rôle assurantiel. C'est un moyen de garantir au salarié, averse au risque, une rémunération stable. Ce faisant, le contrat de travail va organiser une déconnexion entre les salaires et la productivité marginale des travailleurs, à l'origine du chômage.

Pour les théories du salaire d'efficience [4, 5], la rigidité des salaires résulte d'une politique de gestion du personnel par les employeurs. Même s'ils peuvent déployer des outils de supervision et de contrôle sur l'activité de chaque salarié, les employeurs restent en situation d'asymétrie d'information sur l'effort déployé par chacun. Leur intérêt bien compris peut être alors de fournir un salaire plus élevé que celui du marché pour augmenter le coût d'opportunité d'une rupture de contrat. Sur le marché du travail, le salaire peut alors être déconnecté des conditions du marché, dans une logique d'incitation et de fidélisation des salariés en poste.

Selon l'approche *insiders/outsiders* sur le marché du travail [6], la question est de savoir pourquoi les chômeurs exclus du marché du travail ne proposent pas de brader leur rémunération pour trouver un emploi. La réponse proposée est que les salariés qui ont un emploi, les *insiders*, ont un pouvoir de marché dans la formation des salaires et que cela leur permet de s'approprier une partie des coûts de remplacement (coûts d'embauche, coûts de licenciement...) des *insiders* par les chômeurs, qualifiés d'*outsiders*. Cela leur permet de maintenir les salaires au-dessus du niveau permettant de réduire durablement le chômage. Notons que cette fois-ci, ce sont les salariés en poste qui portent la responsabilité du chômage et non les employeurs.

Selon les théories des négociations salariales [7, 8], la spécificité du marché du travail est d'ordre institutionnel. Les salaires ne sont pas fixés librement par les offreurs et les demandeurs de travail, ils sont négociés au niveau des entreprises, des branches ou, parfois, de l'économie tout entière, par des représentants des employeurs et des salariés. Les salaires sont ainsi déconnectés des conditions de marché du fait des conditions mêmes de la négociation des salaires par les syndicats. La formalisation de cette négociation à l'aide

du critère de Nash montre que l'issue de la négociation dépend du rapport de force entre les employeurs et les syndicats de salariés et de leurs points de replis respectifs. La persistance du chômage sape le point de repli des syndicats dans la négociation et est ainsi un moyen indirect de modérer les revendications salariales.

Ces théories microéconomiques fournissent des arguments indépendants et éventuellement cumulables permettant d'interpréter à la fois les spécificités du marché du travail, les facteurs de rigidité salariale et les causes microéconomiques du chômage. Elles font porter la responsabilité du sous-emploi sur des catégories d'acteurs variés, les employeurs, l'État, les salariés en poste, les chômeurs eux-mêmes.

La macroéconomie du chômage

La question du chômage joue également un rôle très structurant en macroéconomie. La branche de l'économie qui étudie les liens entre les principaux agrégats économiques s'est entièrement construite depuis les années 1930 sur la question de l'emploi et du chômage. Il est d'ailleurs révélateur que le thème soit cité en premier dans le titre de l'ouvrage de Keynes, *La Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*. Dans les années 1930, où le chômage atteint des niveaux historiquement élevés, le projet de Keynes est de rechercher l'origine du sous-emploi non pas dans le fonctionnement du marché du travail, mais dans celui de l'économie dans son ensemble. Ce faisant, il s'oppose à la lecture classique du chômage dans laquelle la flexibilité des salaires permet d'assurer l'équilibre du marché du travail. Pour Keynes, l'origine du chômage vient d'une insuffisance de la demande effective au niveau macroéconomique. Or, soutenir les salaires est un moyen de soutenir la demande agrégée. La rigidité des salaires est donc souhaitable parce qu'elle est économiquement vertueuse. Plus généralement, l'activisme des politiques économiques, qu'elles soient monétaires ou budgétaires, doit être préféré au laisser-faire des marchés.

Dans l'après-guerre s'ouvre une période de chômage faible qui va s'étendre jusqu'au début des années 1970. Les préconisations keynésiennes connaîtront alors un déclin relatif. Il s'agit désormais, dans la lignée de la courbe de Phillips, qui établit empiriquement en 1958 à partir de données britanniques une relation inverse entre la progression des salaires et le niveau du chômage, d'organiser un bon compromis entre moins d'inflation ou moins de chômage. Ce dilemme entre inflation et chômage défendu par les

keynésiens, tel Paul Samuelson, suppose un réglage fin des politiques économiques. Il convient maintenant de trouver la bonne combinaison de politiques budgétaires et monétaires permettant d'atteindre le couple inflation-chômage désiré. La démarche sera contestée par les monétaristes, en particulier par Milton Friedman pour qui « l'inflation est toujours et partout un phénomène monétaire », ce qui rend illusoire l'idée d'un réglage fin du *policy mix*.

Dès la fin des années 1960, un consensus, qualifié de synthèse « néoclassique » ou encore de « modèle néokeynésien », s'établit sur les liens entre chômage et politiques publiques. À court terme, on peut lutter contre le chômage par une politique macroéconomique adaptée qui soutiendrait la demande tout en évitant l'inflation. À plus long terme, c'est l'offre qui est déterminante et le *policy mix* devient inopérant. La politique économique n'a de prise que sur la composante conjoncturelle du chômage. Ce consensus néokeynésien des modèles offre agrégée-demande agrégée (AS-AD) sera critiqué par les nouveaux classiques emmenés par Robert Lucas qui élargit la contestation en soulignant l'inefficacité de toutes les politiques économiques routinières. Les limites à l'intervention de l'État trouveront un nouveau prolongement dans les modèles des cycles réels des années 1980 (*Real Business Cycles*) développés notamment par Edward Prescott, où le chômage n'est même plus une variable d'intérêt.

Les modèles de chômage d'équilibre

Dans les années 1970, la situation macroéconomique change radicalement. Le chômage augmente de façon lente et inexorable en Europe pendant toute la décennie. Il augmente de manière plus brutale mais moins persistante aux États-Unis, partant d'un niveau initial plus élevé en 1970. Dans le même temps, l'inflation s'installe partout. C'est la stagflation, qui combine inflation et stagnation du rythme de croissance. Si l'inflation parvient à être maîtrisée dans les années 1980, le chômage se maintient à des niveaux élevés en Europe. En France, dont la situation est proche de celle de la moyenne des pays européens, du début des années 1980 à la grande crise de la fin des années 2000, le taux de chômage va fluctuer autour d'un niveau élevé, situé aux alentours de 10 %.

Si le chômage peut se maintenir durablement à un niveau élevé, pendant plusieurs décennies, c'est parce que ce niveau doit représenter une situation d'équi-

libre et comment. Tel sera le credo des théories du chômage d'équilibre. Le plus souvent, on évoque les mouvements des prix et des salaires. Le chômage élevé empêche l'inflation et les hausses de salaires. De ce point de vue, le chômage structurel est aussi un NAIRU, c'est-à-dire un *Non Accelerating Inflation Rate of Unemployment*. Selon les théories des négociations salariales, par exemple, le chômage équilibre les aspirations des salariés et celles des employeurs. Un chômage durablement plus élevé modère les aspirations salariales, il apporte la paix dans le partage de la valeur ajoutée en limitant les hausses des salaires et des prix.

Les théories du chômage d'équilibre sont fidèles au cadre néoclassique, dans la mesure où elles considèrent des agents optimisateurs et où elles expliquent le maintien du chômage par des rigidités de salaires ou des défaillances du marché. D'un autre côté, on y retrouve également plusieurs ingrédients du projet keynésien : chercher au-delà du périmètre du marché du travail, dans le fonctionnement des marchés de biens ou dans celui du capital ; trouver des vertus aux rigidités salariales ; recommander l'activisme public. Elles tentent de réconcilier portée macroéconomique et fondements microéconomiques tout en proposant de rendre compte de nouveaux faits stylisés. Elles débouchent sur des conseils de politique active qui prennent la forme de propositions de réformes structurelles.

Les modèles WS-PS

Les nouvelles théories microéconomiques du marché du travail vont être mobilisées comme autant de fondements microéconomiques à l'existence d'un chômage d'équilibre au niveau macroéconomique. Les modèles assurant le passage des arguments micro au niveau macro sont connus sous le nom de modèles « WS-PS », pour « *Wage Setting/Price Setting* ». Ils ont été popularisés au début des années 1990 avec la publication de l'ouvrage de Layard, Nickell et Jackman [9]. Selon les modèles WS-PS développés à la London School of Economics, la formation des salaires (*Wage Setting*) est résumée par une relation croissante entre le taux d'emploi et le niveau des salaires réels (plus le chômage est élevé, plus les revendications de salaire seront modérées). La formation des prix (*Price Setting*) est décrite par une relation inverse (plus le coût du travail est élevé, plus l'emploi est faible). Leur combinaison est compatible avec un seul niveau du chômage qui apporte la paix dans le partage de la valeur ajoutée tout en stabilisant l'inflation.

Selon ces modèles, les causes du chômage d'équilibre renvoient à l'ensemble des déterminants des salaires et à l'ensemble des déterminants des prix. On produit ainsi une théorie du chômage d'équilibre qui bouge, pour reprendre l'expression de Phelps [10]. Un choc sur la courbe PS peut par exemple augmenter le chômage d'équilibre. Une hausse des taux d'intérêt, par exemple, ralentira le rythme de l'accumulation et les gains de productivité du travail, ce qui se traduira par une plus grande modération salariale, obtenue au prix d'un chômage plus élevé. De même, un choc sur la courbe WS augmentera le chômage structurel. La montée des prélèvements sociaux, par exemple, implique une baisse des salaires nets de prélèvements qui requiert une hausse du chômage d'équilibre pour être acceptée.

Les modèles de flux

Une deuxième famille d'approches rassemble les modèles de flux sur le marché du travail, dont l'objectif est d'analyser les conditions de l'appariement entre offre et demande de travail. Elle s'inscrit elle aussi dans la macroéconomie contemporaine qui n'a de cesse de présenter des fondements microéconomiques à l'ensemble des comportements agrégés. C'est précisément pour avoir théorisé la démarche individuelle du demandeur d'emploi (avec les modèles dits de *Job Search*) et en avoir fait une partie intégrante de la théorie macroéconomique du chômage, que deux Américains, Peter Diamond (MIT) et Dale Mortensen (Northwestern University), et un Britannique, Christopher Pissarides (London School of Economics), sont devenus les trois lauréats 2010 du prix de la Banque de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel.

L'apport des trois prix Nobel est d'avoir révolutionné les représentations établies sur le marché du travail, en imposant les modèles de flux. Avant eux, on expliquait le niveau des salaires par le taux de chômage et celui-ci par le stock d'emplois. Pour parvenir à augmenter les salaires, il fallait, selon la relation de Phillips, réduire le nombre de chômeurs, ce qui supposait d'augmenter le nombre d'emplois dans l'économie. Depuis les travaux de Diamond, Mortensen et Pissarides, les représentations ont gagné à la fois en réalisme et en dynamisme. Les niveaux de l'emploi et du chômage sont supposés désormais résulter d'une rencontre entre un flux d'offres de salaire émanant des entreprises et un flux de demandes d'emploi. Pour décrire cet équilibre de flux, la « fonction d'appariement agréée » formalise mathématiquement la

rencontre entre les emplois vacants et les demandes d'emploi. La qualité de cette rencontre, la possibilité de phénomènes de congestion sur le marché du travail, la coexistence entre un niveau élevé d'emplois vacants et de demandes d'emploi, représentée par la courbe de Beveridge, deviennent parties prenantes d'une analyse du chômage cohérente avec les prérequis de la macroéconomie contemporaine (anticipations rationnelles, fondements microéconomiques, environnement incertain). La théorie du chômage d'équilibre de Christopher Pissarides [11] agrège tous ces éléments et constitue désormais un modèle de référence dans l'ensemble des travaux contemporains. Le propos n'est pas seulement de rendre compte de la permanence d'un chômage élevé, mais aussi du fait qu'elle coïncide avec la persistance de pénuries d'emploi dans de nombreux secteurs d'activité (on évoque un déplacement vers le haut de la courbe de Beveridge). Elle s'attache aussi à rendre compte de faits stylisés caractérisant les aspects dynamiques des mécanismes macroéconomiques, et en particulier du comportement conjoncturel du chômage et des emplois vacants [12].

Lenjeu : le contenu de l'intervention publique

Dans les théories économiques du chômage, la finalité est toujours de guider les politiques économiques. Puisque le chômage est un dysfonctionnement grave de l'économie, il importe d'y remédier par une action extérieure au marché, c'est-à-dire par l'intervention de l'État. La place respective de l'État et du marché dans l'économie est un enjeu essentiel de l'analyse du chômage.

Le propos de certaines approches est non seulement d'expliquer quelle politique devrait être mise en œuvre, mais aussi pourquoi elle n'est pas mise en œuvre. C'est celui des modèles d'économie politique du chômage structurel, dans la lignée des travaux de Gilles Saint-Paul [13]. Selon ces approches, il faudrait une réforme radicale du marché du travail pour lutter contre le chômage structurel. La vraie question est alors de savoir pourquoi cette réforme n'est pas entreprise. La réponse est qu'une majorité des salariés y serait opposée. Le chômage de masse est un équilibre politique. Il permet à la majorité de la population, relativement abritée du risque de chômage, de conserver une quasi-rente sous forme de gains salariaux et de protection de l'emploi. Si le chômage persiste à des niveaux élevés, c'est qu'il n'y a pas véritablement de majorité politique pour une réforme radicale du marché du travail.

Dans un contexte de crise, les instruments des politiques conjoncturelles rencontrent leurs limites pour lutter contre le chômage. Les politiques monétaires ont été au maximum de la baisse des taux d'intérêt et les politiques budgétaires ont sans doute atteint, voire dépassé, les plafonds soutenables des déficits publics. Il importe de développer également des actions structurelles. Ces politiques structurelles sont nécessairement plurielles, elles doivent combiner plusieurs leviers parce que les causes structurelles du chômage sont elles-mêmes plurielles. Il ne s'agit pas d'expliquer le chômage seulement par le fonctionnement du marché du travail ou par le fait que les offreurs de travail refuseraient les emplois au salaire courant. Personne non plus ne soutient que le chômage de masse qui persiste à des niveaux élevés en Europe depuis plus de trente ans est lié uniquement à une insuffisance de la demande agrégée, à la rigidité des salaires nominaux à la baisse, aux défaillances des politiques conjoncturelles ou aux effets des chocs pétroliers. Les explications aujourd'hui données font jouer un rôle

- aux comportements des offreurs et des demandeurs d'emploi, sans négliger la contribution des institutions et le contexte conjoncturel et international.

Selon les modèles de flux, par exemple, pour qu'un emploi soit créé, il ne suffit pas qu'un poste de travail nouveau soit proposé. Il faut aussi que la proposition d'emploi (on parle plus souvent de proposition de salaire) rencontre un chômeur dont le profil correspond à celui de l'emploi vacant et il faut surtout que le chômeur accepte la proposition. De ce point de vue, la montée du chômage et sa persistance renvoient à une défaillance du processus d'appariement entre offre et demande de travail. Cela tient à la fois à la qualité des offres et des demandes, et à l'inadéquation croissante des deux grandeurs dans un contexte d'insuffisante mobilité géographique et professionnelle de la main-d'œuvre. Cela renvoie aussi à la montée des coûts de turnover de la main-d'œuvre, coûts d'embauche et coûts de licenciement. Ce catalogue de causes est un véritable agenda pour les politiques de l'emploi.

Un autre exemple est donné par l'approche chocs-institutions largement développée et popularisée par Olivier Blanchard [14]. Si l'on observe les données agrégées, il semble clair que l'explication donnée à l'évolution du chômage doit être à la fois variable dans l'espace (Europe versus États-Unis) et dans le temps (années 1970 versus 1980 ou 1990). Les institutions du marché du travail sont très différentes d'un pays à l'autre mais sont assez stables dans le temps. Les chocs

macroéconomiques (chocs pétroliers, chocs technologiques...) sont quant à eux variables dans le temps mais peu différenciés dans l'espace, dans la mesure où ils sont le plus souvent communs à l'ensemble des pays. Dès lors, une bonne explication du chômage doit nécessairement combiner des chocs (pour restituer les différences d'évolution dans le temps) et des institutions (pour analyser les différences dans l'espace).

La politique de lutte contre le chômage doit elle aussi combiner des actions macroéconomiques et des réformes structurelles. Les deux types d'action sont d'ailleurs interdépendants. D'un côté, une succession de chocs conjoncturels défavorables peut avoir des effets permanents sur les structures économiques, au travers d'effets d'hystérèse. Une récession peut par exemple dégrader durablement le capital humain des travailleurs qui tombent au chômage. D'un autre côté, un environnement conjoncturel favorable peut faciliter la mise en œuvre de certaines politiques structurelles. Les politiques macroéconomiques et structurelles entretiennent de ce point de vue des relations de complémentarité, ce qui pose le problème de la combinaison optimale de ces politiques dans un contexte de crise.

Bibliographie

- [1] SOLOW R., "On Theories of Unemployment", *American Economic Review*, 1980.
- [2] AZARIADIS C., "Implicit Contracts and Underemployment Equilibria", *The Journal of Political Economy*, Vol. 83, n° 6, 1975, p. 1183-1202.
- [3] AZARIADIS C., STIGLITZ J., "Implicit Contracts and Fixed Price Equilibria", *The Quarterly Journal of Economics*, Vol. XCIII, Supplement, 1983, p. 1-22.
- [4] YELLEN J., "Efficiency Wage Models of Unemployment", *American Economic Review Papers and Proceedings*, Vol. 74, n° 2, 1984, p. 200-205.
- [5] SHAPIRO C., STIGLITZ J., "Equilibrium Unemployment as a Worker Discipline Device", *American Economic Review*, Vol. 74, n° 3, 1984, p. 433-444.
- [6] LINDBECK A., SNOWER D. J., *The Insider-Outsider Theory of Employment and Unemployment*, Cambridge Mass., MIT Press, 1989.
- [7] FARBER H., "The Analysis of Union Behavior", in ASHENFELTER O., LAYARD R. (eds), *Handbook of Labor Economics*, Vol. II, 1986, p. 1139-1189.
- [8] McDONALD I. M., SOLOW R. M., "Wage Bargaining and Employment", *The American Economic Review*, Vol. 71, n° 5, déc. 1981, p. 896-908.
- [9] LAYARD R., NICKELL S., JACKMAN R., *Unemployment: Macroeconomic Performance and the Labour Market*, Oxford, Oxford University Press, 1991.
- [10] PHELPS E., *Structural Slumps. The Modern Equilibrium Theory of Unemployment, Interest, and Assets*, Harvard University Press, 1994.
- [11] PISSARIDES C., *Equilibrium Unemployment Theory*, Cambridge MA, MIT Press, 2000.
- [12] SHIMER R., "The Cyclical Behavior of Equilibrium Unemployment and Vacancies", *The American Economic Review*, Vol. 95, n° 1, 2005, p. 25-49.
- [13] SAINT-PAUL G., *The Political Economy of Labour Market Institutions*, Oxford, Oxford University Press, 2000.
- [14] BLANCHARD O. J., WOLFERS J., "The Role of Shocks and Institutions in the Rise of European Unemployment: The Aggregate Evidence", *NBER Working Paper*, n° 7282, 1999.

TD II de Méthodologie : Utilisation de l'Outil Statistique

Ce TD a pour objet les notions suivantes :

Comparaison entre valeurs d'une même grandeur entre deux dates (en un même lieu) ou deux lieux (à une même date) par coefficients multiplicateurs, pourcentages, indices ; taux de variation ; relation d'une grandeur et taux de variation de cette grandeur ; enchaînement de pourcentages ; taux annuel moyen de variation.

Exercices préliminaires

1. La consommation de pétrole de la Chine était de 1888 millions de tep en 2018. Elle a baissé de 20% de 2018 à 2020. Quel est le coefficient multiplicateur associé à ce pourcentage ? Quel était le niveau de la consommation chinoise de pétrole en 2020 ?
2. Le prix d'un bien augmente de 10% la première année, puis de 15% l'année suivante. Peut-on dire que, sur l'ensemble de ces 2 années, le prix a augmenté de $10+15=25\%$? Sinon, de combien a-t-il augmenté ?
3. Le salaire mensuel d'un individu est de 2000 euros l'année 1. Il est majoré de 10% l'année 2. Pour ramener ce nouveau salaire l'année 3 au niveau initial de 2000 euros, faut-il le réduire de plus de 10% ? De moins de 10% ? De 10% exactement ?
4. Une somme de 10000 euros est placée pendant 3 ans et rapporte pour chacune de ces années un intérêt de 8%, 15%, 7%, respectivement. De quelle somme dispose-t-on au bout de 3 ans ? Calculez le taux annuel moyen d'intérêt. Comparez-le à la moyenne arithmétique des taux d'intérêt
5. Le salaire mensuel d'un employé » est passé de 1700 euros en date 0, à 1850 euros en date 1. Lesquelles de ces affirmations sont exactes ?
 - a) Le salaire a augmenté de 150 euros de la date 0 à la date 1
 - b) Le salaire s'est accru de 8,8%
 - c) Le salaire s'est accru de 8,8% entre la date 0 et la date 1
 - d) Le salaire a été multiplié par 1,088
 - e) Le salaire a été multiplié par 1,088 entre la date 0 et la date 1
6. La production totale dans un pays donné, égale à 30000 milliards d'unités monétaires en t_0 , a varié de 5% entre t_0 et t_1 , de 3% entre t_1 et t_2 , de 2% entre t_2 et t_3 et de 1% entre t_3 et t_4 . Lesquelles de ces affirmations est exactes ?
 - a) La production a baissé entre t_0 et t_4
 - b) Le taux de variation de la production a baissé chaque année entre t_0 et t_4
 - c) La production a augmenté entre t_0 et t_4
 - d) La production a davantage baissé entre t_1 et t_2 qu'entre t_3 et t_4
 - e) La production a davantage augmenté en pourcentage entre t_1 et t_2 qu'entre t_3 et t_4
 - f) L'accroissement de la production s'est constamment ralenti entre t_0 et t_4

Exercices

I Données en niveau ou valeur absolue

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2010	2016	2019	2020
A	500	850	1000	1165	1240	1300	1320	1385	1450	1550
B	750	900	1014	1200	1275	1538	1613	1950	2175	2325
C	250	263	270	283	285	310	323	570	725	
D	120	168	216	350	240	120	168	288	348	
TOTAL	1620	2181	2500	2998	3040	3268	3424	4193	4698	

Vous effectuerez les calculs suivants :

- a) Calculez la structure en pourcentage du total des grandeurs A,B,C ,D en 2001,2006,2019 .
- b) Représentez graphiquement cette structure pour 2004 et 2019
- c) Calculez le taux de variation par rapport à l'année précédente des grandeurs A et B en 2006 et 2054, peut-on faire le calcul pour 2020 ?
- d) Sans utiliser les coefficients multiplicateurs, déterminez les taux de variation par rapport à la date précédente.
- e) Calculez les indices de A,B,C,D pour 2002,2003,2010,2016,2008 ,2019 base 100 en 2001,que fait apparaître ce calcul ?
- f) Représentez graphiquement avec une échelle d'abscisse annuelle
- g) Calculez les TAMV de A entre 2001 et 2020 et de B entre 2006 et 2020

II Données en taux (pourcentage) de variation par rapport à l'année précédente :

Soit le tableau suivant des taux de variation par rapport à l'année précédente de l'emploi par taille d'établissement.

Evolution des effectifs salariés selon la taille de l'établissement au 31 décembre de l'année

Source Unedic, Pole emploi, en %

Année	1 à 4 salariés	5 à 9 salariés	10 à 19 salariés	20 à 49 salariés	50 à 99 salariés	100 à 199 salariés	200 à 499 salariés	500 et + salariés	TOTAL
2011	-0,4%	1,7%	3,7%	3,2%	6,4%	6,9%	6,2%	5,4%	4,0%
2012	0,6%	1,4%	3,2%	2,3%	4,0%	2,4%	3,0%	-2,6%	1,8%
2013	-0,1%	0,8%	0,5%	1,1%	1,4%	1,3%	0,7%	-0,4%	0,7%
2014	0,0%	0,3%	0,4%	0,2%	0,5%	0,4%	-2,5%	-1,5%	-0,3%
2015	0,7%	1,0%	0,6%	0,1%	0,7%	1,1%	-0,3%	-1,3%	0,3%
2016	0,4%	0,7%	2,3%	0,2%	1,1%	0,7%	0,7%	0,2%	0,8%
2017	1,1%	1,3%	2,6%	0,9%	2,8%	1,5%	1,8%	3,3%	1,8%
2018	2,2%	1,4%	2,8%	1,2%	3,4%	1,5%	1,0%	3,5%	2,1%
2019	0,1%	-0,8%	1,0%	1,4%	1,0%	-2,1%	-4,0%	-1,9%	-0,6%
2020	-0,1%	-0,1%	-1,7%	-2,0%	-2,0%	-2,0%	-2,5%	-2,2%	-1,5%

a) Calculez les indices de l'emploi des catégories 5 à 9 salariés et 500 salariés et plus pour les années de 2015 à 2020 base 100 l'année précédente.

b) Calculez les indices de l'emploi total pour les années de 2011 à 2020 base 100 en 2011.

c) Calculez les indices de l'emploi total pour les années 2011 à 2020 base 100 en 2014

d) Les données vous permettent-elles de calculer le niveau de l'emploi pour une tranche de taille d'établissement une année donnée. De quelle information supplémentaire faudrait-il disposer ?

e) Calculez le TAMV de l'emploi des catégories 5 à 9 salariés, 500 salariés et plus entre les années 2011 et 2020.

Université de Paris I Panthéon-Sorbonne
Licence MIA SHS, 1^{ère} année

TD III de Méthodologie : Les Indices Synthétiques

L'objectif de ce dossier est de vous familiariser avec les indices, élément dont peut être constitué les tableaux utilisés pour l'analyse économique.

Ici nous nous pencherons sur les indices élémentaires, les coefficients budgétaires, les indices de Laspeyres ou de Paasche, l'indice chaîne, les indices de valeur et de volume.

Exercice :

- 1) Soit le tableau suivant relatant les prix et les quantités de trois biens sur trois années.

	0		1		2	
	Prix	Quantités	Prix	Quantités	Prix	Quantités
Bien A	120	10	150	20	180	8
Bien B	40	40	50	60	25	50
Bien C	140	20	140	20	130	18

- a) Calculez les indices élémentaires de prix des biens A,B,C pour l'année 1, base 100 l'année 0. Vous expliquerez en détaille calcul de l'indice élémentaire de prix du bien A pour l'année 1, base 100 l'année 0 puis vous placerez les résultats dans le tableau ci-dessous :

	IP^{1/0}
Bien A	
Bien B	
Bien C	

- b) Calculez pour les périodes 0,1,2 les coefficients budgétaires de chacun des biens, présentez le résultat dans un tableau. Vous expliquerez en détail comme ci-dessus le calcul du coefficient budgétaire du bien B l'année 1.

	0	1	2
q_A			
q_B			
q_C			

- c) Calculez l'indice de Laspeyres des prix $L(p)^{1/0}$ d'une part directement, et d'autre part comme une somme pondérée d'indices élémentaires.
- d) Calculez de la même façon l'indice de Laspeyres des prix $L(p)^{2/0}$ pour l'année 2 base 100 l'année 0.
- e) Calculez l'indice chaîne de Laspeyres des prix pour l'année 2, base 100 l'année 0, soit $LC(p)^{2/0}$.
- f) Calculez l'indice Paasche des prix $P(p)^{1/0}$.
- g) Calculez l'indice Paasche des quantités pour l'année 1 base 100 l'année 0 soit $P(q)^{1/0}$. Formulez l'indice de Laspeyres des quantités pour l'année 1, base 100 l'année 0 soit $L(q)^{1/0}$. Calculez-le.
- h) Calculez l'indice de valeur IVA^{1/0} et montrez que cet indice est égal au produit : $L(p)^{1/0} * P(q)^{1/0} / 100$ et aussi au produit : $L(q)^{1/0} * P(p)^{1/0}/100$
- i) Calculez IVO^{2/0} avec le système de prix de l'année 1.
- j) Calculez IVA^{2/0}, en déduire un indice de prix IP^{2/0}.

